

« Nous avons à convaincre le nous pouvons gagner »



PHOTOS MOHAMMED EL HANZAOUTI

LE PRINTEMPS MARSEILLAIS

Léo Purguette : À Marseille la FI s'est tenue à côté du rassemblement pour les municipales. Est-ce qu'aujourd'hui des retrouvailles sont possibles avec le Printemps marseillais ? J'ai été à la réunion de lancement de la campagne de mon ami Mohamed Bensaada et nous avons eu l'honneur de la venue du maire, Benoît Payan donc la réconciliation est actée. Ce n'est pas ça l'enjeu. C'est le même électorat qui a voté Printemps marseillais et Jean-Luc Mélenchon.

Léo Purguette : En 2020 vous pensiez que le compte n'y était pas. Nous pensons que la refondation de notre camp social doit se faire sur une ligne de rupture. Ce qu'on pensait à l'époque, c'est que d'avoir un maire qui vienne du PS, ce n'était pas incarner cette rupture. D'ailleurs lui-même a fait un pas de côté puisque c'est la gauche des verts avec Michèle Rubirola qui a gagné. Ce n'est pas Benoît Payan, je vous le rappelle quand même.

LA NUPES

Léo Purguette : On sort d'une séquence présidentielle où chaque force de gauche a présenté son candidat. Comment arrivez-vous à recréer du liant avec vos partenaires. Cette campagne est-elle réellement collective ? Dans notre circonscription en tout cas, ce qu'on a souhaité faire c'est une direction de campagne tout à fait collective. Toutes les forces de la gauche et de l'écologie politique y sont représentées : le Parti communiste français, EELV, Génération.s, le Parti socialiste. Ils ont tous pris la parole lors de notre lancement de campagne. L'idée c'est vraiment d'avoir une campagne pluraliste et pour l'instant la mayonnaise prend. Pourquoi elle prend ? Pas parce qu'on s'aime les uns les autres ou que Jean-Luc Mélenchon serait génial, c'est parce qu'on a un programme rendu public jeudi. C'est un programme ambitieux, de rupture, avec 650 mesures qui visent à répondre aux défis devant nous.

Léo Purguette : Il y a aussi 33 points que vous appelez « nuances » et qui sont des divergences. C'est une première ce type de constat de divergences ? Comment vont-elles s'exprimer ? Non quand En Marche a travaillé avec le Modem sur la proportionnelle par exemple il y avait aussi des nuances entre eux. Toutes les majorités sont nuancées. À droite, à l'extrême droite aussi, il y a des nuances

entre Éric Zemmour et Marine Le Pen. Il est normal qu'à gauche, il y ait des différences. Comment va-t-on les gérer ? Sur 650 mesures, il y a beaucoup de points d'accord. Sur les divergences, il y aura un débat à l'Assemblée nationale, des réunions de l'intergroupe. Nous verrons les mesures qui feront consensus à l'arrivée. On va redonner aux parlementaires leur vrai rôle social et institutionnel : élaborer les lois. Le programme c'est un point de départ pas un point d'arrivée.

Didier Gesualdi : Comment tranchez-vous sur le nucléaire, les EPR... ? Par le vote des députés. La souveraineté du peuple français se traduit par le vote des députés. Pour des grandes questions comme le nucléaire, il y a la possibilité de recourir au référendum. Notre programme comporte d'ailleurs le référendum d'initiative citoyenne.

Didier Gesualdi : Au moment où il faut rassurer les gens de gauche plus modérés que vous, la figure de Jean-Luc Mélenchon avec ses outrances, ses excès, ne risque-t-elle pas de vous pénaliser dans les urnes ? Je ne pense pas. On verra bien. Il faut expliquer deux choses : à la fois on souhaite avoir Jean-Luc Mélenchon comme Premier ministre et qu'il faut une majorité. On ne vote pas pour Jean-Luc Mélenchon mais pour son député.



La République c'est quoi ?

Hendrik Davi : « Ce qui est très important quand on vit dans une collectivité, c'est de savoir à laquelle on appartient. Nous, c'est la communauté française. La République, c'est la mise en commun de notre volonté générale, c'est le contrat social de Rousseau. C'est comment on élabore une volonté générale, ce n'est pas simple d'un point de vue philosophique. Une fois qu'on l'a élaborée, c'est comment on la met en œuvre. La République c'est cette fabrique. Aujourd'hui, elle doit être sociale et écologique. »

LA QUESTION DES LECTEURS

Chaque semaine posez vos questions à nos invités sur lamarseillaise.fr l'une d'entre elles sera tirée au sort comme celle de **Nadjiba :**



Le programme de la Nupes est paru, on y retrouve des points divergents et qui seront mis en débat à l'Assemblée. Si vous êtes élu député, seriez-vous prêt à voter pour une de ces propositions si vous la jugez nécessaire. Je pense notamment la suppression de la CSG qui a un impact énorme sur les revenus des Français.

Il y a deux questions : une de forme et une de fond. D'abord si c'est une proposition qui n'est pas dans le programme de l'Union populaire, est-ce qu'on est prêt à la voter ? Sur la forme ; l'enjeu de l'intergroupe, qui permettra aux différents groupes de la majorité de travailler ensemble, c'est de pouvoir se faire changer d'avis. Quand on est député dans un groupe, on a une démarche collective. Si je suis convaincu par une proposition, que l'ensemble de mon groupe aussi, que ce soit pour une proposition qui vienne de la gauche ou de la droite, je la vote : le rôle d'un parlementaire, c'est de soutenir des propositions qui vont dans le bon sens. Sur le fond, la CSG est un impôt qui est relativement injuste. Je suis en général pour rapatrier tout ce qui est contribution sociale dans les cotisations qui impliquent une part patronale et une part salariale. Si on dit qu'en supprimant la CSG, on va augmenter les revenus des Français, il y a un leurre parce qu'il faudra bien la compenser. Je suis réservé sur le fait de dire qu'il faut supprimer des impôts sans dire comment on les remplace.

RÉUNIR UNE MAJORITÉ D'IDÉES

Léo Purguette : La Nupes fait la course en tête autour de 30 % mais c'est loin de constituer une majorité d'idées. Comment allez-vous prendre cette question pour marquer des points dans les consciences ? Je pense qu'on n'est pas loin d'une majorité d'idées. Si on prend la retraite à 60 ans, nous sommes majoritaires. Si on regarde le Smic à 1 500 euros, je suis sûr que nous sommes majoritaires. Si on prend la question de la planification écologique – maintenant qu'Emmanuel Macron nous a même repris le concept – je pense que nous sommes majoritaires. Au début de la campagne de l'Union populaire vous vous en souvenez peut-être, *l'Humanité* avait publié un sondage et on se rendait compte que sur un certain nombre de grandes propositions que nous portions mais qui étaient aussi partagées par le PCF ou EELV, il y avait un large accord des Français. Sur les questions sociales et écologiques nous sommes majoritaires, même si nous ne le sommes peut-être pas sur toutes les questions.